

Deux jours fériés en moins et une taxe en plus : l'Himalaya en tongs pour les TPE

Réaction du Syndicat des Indépendants et des TPE

À l'issue de la réunion patronale à Bercy, le gouvernement a confirmé que la suppression de deux jours fériés – proposée par François Bayrou dans le cadre du PLF 2026 – s'accompagnerait d'une contribution de 0,6 % de la masse salariale sur le modèle de la journée de solidarité.

Pour le SDI, c'est un double coup porté aux très petites entreprises : plus de temps de travail à absorber sans compensation possible et une taxe déguisée en prime.

72 % des dirigeants de TPE s'opposaient déjà à cette mesure selon notre dernière enquête flash¹. Ils seront plus nombreux encore à la rejeter maintenant que ses effets concrets sont connus : travailler plus, payer plus et sans garantie de résultat.

Dans un contexte économique déjà tendu, il est irréaliste d'imposer aux TPE de financer deux journées supplémentaires de travail que ce soit en temps ou en masse salariale. Pire : il sera impossible d'expliquer à leurs salariés qu'il faut désormais travailler deux jours de plus... gratuitement.

Oui il faut remettre la France au travail. Mais pas sur le dos des plus fragiles. Le SDI demande un Grenelle du temps de travail qui aborde enfin les vraies questions : les 35 heures, l'emploi des jeunes et des seniors et l'âge réel de départ à la retraite.

Le gouvernement doit revoir sa copie. Rapidement. Sérieusement. Avec les TPE.